

Baskuul : avec et pour les Bruxellois les plus fragiles

Samenlevingsopbouw Brussel a comme slogan « Investissez dans la force des gens. Incitez les responsables politiques à mener une politique sociale » et comme méthode le travail communautaire. Pour et avec les personnes fragilisées, afin de les renforcer.

Yves Martens (CSCE)

Depuis plus de trente ans, *Samenlevingsopbouw Brussel* défend la cause des Bruxellois les moins aisés et leur droit à la ville. L'association occupe des travailleurs communautaires qui travaillent avec des groupes socialement vulnérables afin d'améliorer leurs conditions de vie et de logement. L'idée est de soutenir les personnes en les réunissant et en les organisant dans un cadre commun, pas après pas. Le point de départ, ce sont les savoirs et les connaissances des gens eux-mêmes. En se fondant sur une vision émancipatrice, *Samenlevingsopbouw Brussel* veut faire prendre conscience aux gens de leurs droits et s'engager avec eux pour améliorer la qualité et l'accessibilité des services d'aide de première ligne.

En considérant les plus pauvres comme une partie de la solution, l'asbl mise sur un discours positif et sur de nouvelles formes de solidarité, mais qui vont toujours de pair avec le combat social pour garantir les droits fondamentaux. Il s'agit de construire ensemble, avec les personnes concernées, des moyens innovants pour garantir les droits fondamentaux en incitant les décideurs politiques à œuvrer structurellement à davantage de politique sociale.

Des projets de terrain

Ce travail de cohésion sociale est né dans l'espace public, lié aux maisons de quartier. Puis, au début des années 2000, l'association s'est tournée vers le droit au logement. Depuis, les projets menés sont pluriannuels. Ainsi, la période 2016-2020 est axée sur le droit au logement et à l'environnement du logement, aux personnes en situation de séjour précaire et à la protection sociale. L'asbl ne fonc-

tionne pas toute seule, elle lance des partenariats en évitant les doubles emplois.

Plusieurs projets pilotes de logement temporaire pour des groupes de personnes fragilisées ont ainsi été menés : *Woonbox*, une unité de logements temporaires et modulaires qui peuvent être intégrés dans des immeubles inoccupés de Bruxelles, *Swotmobiel* qui applique la même logique à des terrains vides (huit logements mobiles sont en train d'être créés sur un terrain à Jette), des occupations temporaires de logements vides à Anderlecht et Ixelles et enfin une collaboration dans un projet de logement solidaire, intergénérationnel et culturel qui s'appelle *Casa Viva*, situé à Bruxelles Ville et initié par le centre de services pour seniors.

Ils partent tous du constat que la recherche d'un logement de qualité et à prix abordable à Bruxelles est pour beaucoup d'habitants à revenus bas ou modestes une mission impossible.

Le droit à l'aide sociale

Dans le domaine de la protection sociale aussi, *Samenlevingsopbouw Brussel* mène plusieurs projets de front : *Peterbos*, un travail de cohésion sociale dans ce quartier d'Anderlecht, *Meeting* qui propose un point d'accueil et de soutien aux personnes en séjour précaire ou irrégulier, *Talent in Beweging* (Talents en mouvement) un collectif social et artistique qui fédère des initiatives artistiques dans le quartier Anneessens et enfin *Baskuul* dont le CSCE, via sa branche Infor Droits, est l'un des partenaires.

Il s'agit d'un projet de travail communautaire qui vise à améliorer la situation entre les ayants droit et les CPAS, à tendre vers un équilibre entre la position fragile des uns et

celle de force des autres. D'où le nom *Baskuul* qui est un mot bruxellois que tout le monde peut comprendre. L'objectif est de travailler tant sur les politiques voulues par le fédéral que sur leur application par les CPAS.

Le projet a démarré sur 1000 Bruxelles mais s'adresse aux dix-neuf communes. Il s'agit de renforcer les ayants droit en leur donnant les informations nécessaires, en les sensibilisant sur leurs droits. Bref d'offrir un point d'orientation et de soutien pour les demandeurs et bénéficiaires du revenu d'intégration sociale et plus largement de l'aide sociale.

Concrètement un accueil ouvert est organisé une fois par semaine, le mardi après-midi entre 13h30 et 16h30, où tout le monde est bienvenu (1). En général les gens viennent avec des questions précises, spécifiques. Les travailleurs de *Baskuul* prennent le temps de bien les écouter, afin d'aller au-delà de cette première demande qui a provoqué la visite. L'idée est de bien connaître toute l'histoire de la personne, pas seulement sa problématique initiale mais aussi les connexes. Si cela s'avère nécessaire, un dossier est ouvert. S'il apparaît que la personne a besoin d'un accompagnement, celui-ci peut être pris en charge par *Baskuul*. En cas de question juridique plus pointue, la personne est orientée vers Infor droits. La juriste d'Infor droits assure d'ailleurs une fois par mois, chaque troisième mardi du mois entre 13h30 et 16h30, une permanence juridique gratuite dans les locaux de *Baskuul*. Cela permet d'aller directement à la rencontre des demandeurs dont certains ne feraient peut-être pas la démarche de venir jusqu'aux locaux d'Infor droits.

Du temps et de l'écoute

La philosophie du travail communautaire, c'est que ce n'est pas l'intervenant qui est (seul) l'expert. Les intervenants apprennent en même temps que les personnes qu'ils reçoivent. Normalement il s'agit d'un travail collectif, pas individuel. Mais c'est un public qui n'est pas facile à atteindre autrement que par le truchement des problèmes individuels. Le souhait est de les mobiliser pour des formations et des mobilisations politiques mais ce n'est pas évident. Un groupe d'action a été créé, il a pour objectif que le dernier filet de protection sociale qu'est l'aide sociale soit plus solide et plus humain.

Le retour de beaucoup d'autres services vers les intervenants de *Baskuul* est qu'il y a un besoin criant d'accompagnement qui soit mené en prenant le temps. Pour se donner ce temps de parole, de dialogue, un groupe de *story telling* a été constitué. Les questions abordées sont les suivantes : « Comment sont-ils arrivés au CPAS ? », « Comment cela a-t-il été vécu ? », « Que faudrait-il faire ? », etc. Les échanges donnent lieu à de petites capsules filmées.

Individualisation des responsabilités

La tendance des deux dernières décennies en matière de politiques sociales, principalement avec la philosophie très individualiste de l'activation, est de considérer les personnes comme responsables de leur situation. C'est faire fi du fait que beaucoup de problèmes viennent de la société dont les deux principaux : le manque de logements adéquats et le manque d'emplois (de qualité). On individualise la responsabilité, on parle des gens, de ce qu'ils devraient faire pour « s'activer ». Mais on ne parle jamais avec eux, on n'écoute pas leur voix. Ce qui explique que les réalités qu'ils expriment sont en réalité peu connues du grand public et des politiques.

Organiser et mobiliser

L'expérience de *Baskuul* montre qu'il est nécessaire d'organiser les personnes concernées. Cela devrait pouvoir se faire au sein des CPAS comme les syndicats le font dans les entreprises. Les organiser là où ils sont. La plateforme citoyenne du CPAS de Saint-Gilles, projet auquel l'asbl a aussi participé, a montré les potentialités de ce type d'initiatives.



(2) Mais elle a montré aussi ses limites. Par exemple, il y a une volonté d'impliquer des AS mais c'est très difficile, tant pour des raisons de disponibilité de temps que de disponibilité d'esprit. Il y a beaucoup de réticences à surmonter. Une idée est d'organiser des formations données par les usagers pour réduire le fossé et conscientiser les AS sur le vécu de leurs usagers.

L'une des difficultés pour organiser les usagers est qu'il est pratiquement impossible de constituer un groupe fixe car la participation est très fluctuante. Des relais dans l'institution sont très utiles pour pérenniser ces initiatives. Il faut porter la voix des usagers au niveau des politiques fédérales et pas seulement des CPAS, ce qui permet aussi que ceux-ci se sentent moins « menacés ». On tient compte ainsi également du cadre, des contraintes dans lesquelles les CPAS évoluent. Même s'il demeure que la loi fédérale devrait être appliquée de la même façon dans tous les CPAS.

Les usagers de CPAS servent souvent

de laboratoire aux politiques vu qu'ils sont peu défendus. Pour y remédier, *Samenlevingsopbouw Brussel* voudrait s'inspirer d'une expérience syndicale menée à Amsterdam aux Pays-Bas sous le nom de *Bijstandsbond* qu'on peut traduire par « Ligue pour l'aide sociale ». Ce syndicat de l'aide sociale existe depuis trente ans. Il est constitué par des volontaires qui sont d'anciens d'usagers et qui sont aidés par un avocat spécialisé. Ils ont mis en place un système de *bezwaarschrift* qui est une procédure de recours. Le *Bijstandsbond* s'est notamment mobilisé contre le service communautaire afin d'organiser ces travailleurs forcés.

Le CSCE est décidé à poursuivre son partenariat avec *Samenlevingsopbouw Brussel* tant pour les projets en cours que pour d'autres à venir, dont cette organisation des précaires qui nous tient également à cœur. □

(1) Contact : Place Anneessens 13 à 1000 Bruxelles. Tél 0483 729 837

(2) Lire nos articles sur cette initiative dans *Ensemble* n° 95 p.34 et n° 97 p.50.